



Cahier spécial des charges réf. S/21/0025

Marché de services

« Maintenance des systèmes de sécurisation de bâtiments »

Lot n°2 'Entretien et réparation de systèmes de caméras'

Procédure négociée directe avec publication préalable

CLAUSES ADMINISTRATIVES

CLAUSES ADMINISTRATIVES : PREMIERE PARTIE

- A - LISTE DES DÉROGATIONS

Liste des articles de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 modifié par l'arrêté royal du 22 juin 2017 auxquels il est dérogé et motivation des dérogations :

- Articles 44, §2 et 47, §1^{er}
- Article 45, §1
- Article 44, §2 et 45, §3

- B - ADRESSES

Adjudicateur : **Immobilière sociale Toit&moi SCRL**
Pierre Claerbout, Directeur gérant
Adresse : place du Chapitre n°2 à 7000 Mons

Service dirigeant : **Département administratif et financier**
Pierre Claerbout, Directeur gérant
Adresse : rue Fernand Maréchal n°26 à 7000 Mons
Tél. : 065/47.01.74 – Courriel : pclaerbout@toitetmoi.be

Fonctionnaire dirigeant : **Stéphane Dubois, chef de service Sécurité & Bien-être**
Adresse : rue Fernand Maréchal n°26 à 7000 Mons
Tél. : 065/47.01.21 - Courriel : sdubois@toitetmoi.be

Toute information ou demande relative au marché peut être adressée, par écrit uniquement et avec la mention 'marché de services n° S/21/0025-2', à l'attention de Madame Madicken DEHAM, gestionnaire de marchés publics, service Achats (Courriel : mdeham@toitetmoi.be)

- C- OBJET ET NATURE DU MARCHÉ

Le marché a pour objet les entretiens et les réparations des systèmes de sécurisation d'immeubles appartenant à l'adjudicateur : système de contrôles d'accès et caméras.

Lieu(x) d'exécution des prestations : Entités de Mons, Frameries, Colfontaine (listing détaillé aux clauses techniques)

- D- DURÉE DU MARCHÉ

1 an avec trois reconductions tacites d'une année chacune

- E - MODE DE PASSATION DU MARCHÉ ET PUBLICITÉS LÉGALES

Le marché sera conclu par procédure négociée directe avec publication préalable conformément à l'article 41, §1, 1° de la loi du 17 juin 2016.

- Publication au Bulletin des Adjudications
- Site internet de l'Adjudicateur (<http://www.toitetmoi.be/marches-publics/>)

- F- CRITÈRES D'ATTRIBUTION

Le marché sera attribué au soumissionnaire remplissant les conditions d'accès et les critères de sélection qualitative et dont l'offre sera économiquement la plus avantageuse déterminée sur base de :

- 1° Prix (50%)
- 2° Conditions relatives aux prestations (30%)
- 3° Logiciel de visualisation (20 points) : convivialité et fonctionnalités

- G -	CARACTÉRISTIQUES DES LOTS	
N° lot	Désignation	Estimation (€ hors T.V.A.)
Lot 1	Entretien et réparation de systèmes de contrôles d'accès	< 214.000,00€
Lot 2	Entretien et réparation de systèmes de caméras	
Les soumissionnaires peuvent remettre prix par lot. Les rabais en cas de réunions de plusieurs lots sont autorisés.		

- H - MODE DE DÉTERMINATION DU PRIX DU MARCHÉ	
Marché mixte de services	

- I - FRACTIONNEMENT DES PRESTATIONS	
<p>La réalisation de ce marché nécessite le fractionnement des prestations.</p> <p>L'adjudicataire procèdera aux prestations selon les besoins de l'adjudicateur, traduits aux clauses du cahier spécial des charges et dans son offre.</p> <p>Conformément à l'article 32 de l'arrêté royal du 18 avril 2017, sont inclus dans le prix tant unitaires que globaux, tous les frais, mesures et impositions quelconques inhérents à l'exécution de l'accord-cadre dont notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">1° la gestion administrative et le secrétariat ;2° le déplacement, le transport et l'assurance ;3° la documentation relative aux services ;4° La livraison de documents ou de pièces liés à l'exécution ;5° les emballages ;6° la formation nécessaire à l'usage ;7° le cas échéant, les mesures imposées par la législation en matière de sécurité et de santé des travailleurs lors de l'exécution de leur travail	

- J - DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES	
150 jours de calendrier	

-K -	BASE LÉGALE ET RÉGLEMENTAIRE
<p>Le présent marché est soumis, pour sa passation et son exécution, outre au présent cahier spécial des charges aux versions coordonnées/consolidées de :</p> <ul style="list-style-type: none">- La loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ; ;- L'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans le secteur classique et ses modifications ultérieures ;- L'arrêté royal du 14 janvier 2013 modifié par l'arrêté royal du 22 juin 2017 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures ;- La loi du 16 février 2017 relative à la motivation, à l'information, et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures ;- La loi du 8 décembre 1992 et à l'arrêté royal du 13 février 2001 relatif à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel ;- La loi du 4 août 1996 concernant le bien-être du travailleur et ses modifications ultérieures ;- Le règlement n°2016/679 « Règlement général sur la protection des données » et ses modifications ultérieures ;- Toute autre réglementation ayant un lien avec le présent marché <p>L'adjudicataire est tenu de respecter et de faire respecter par toute personne agissant en qualité de sous-traitant à quelque stade que ce soit et par toute personne mettant du personnel à sa disposition :</p> <ul style="list-style-type: none">- toutes dispositions légales, réglementaires ou conventionnelles aussi bien en matière de sécurité et d'hygiène qu'en ce qui concerne les conditions générales de travail, que celles-ci résultent de la loi ou d'accords paritaires sur le plan national, régional ou local ;- toutes dispositions légales, réglementaires ou conventionnelles en matière fiscale et de sécurité sociale. <p>Les sous-traitants auxquels il est fait appel et ceux qui mettent du personnel à disposition pour l'exécution de ce marché sont tenus, dans les mêmes conditions que l'adjudicataire, de respecter les dispositions légales, réglementaires ou conventionnelles visées ci-dessus et de faire respecter celles-ci par leurs propres sous-traitants et par toute personne mettant du personnel à leur disposition.</p>	
- L -	COMPOSITION DU CAHIER DES CHARGES
<p>Le dossier de mise en concurrence comprend :</p> <ol style="list-style-type: none">1. le cahier spécial des charges<ul style="list-style-type: none">– les clauses administratives– les clauses techniques2. les annexes<ul style="list-style-type: none">– le formulaire de soumission– l'inventaire récapitulatif– la fiche signalétique « sous-traitant »– l'attestation de visite	
- M -	CONDITIONS DE MISE A DISPOSITION DES DOCUMENTS DE MARCHÉ
<p>Sur les sites officiels</p> <p>A télécharger sur le site internet du Adjudicateur (www.toitetmoi.be/marches-publics/)</p>	

- N -	ENVOI, RÉCEPTION ET OUVERTURES DES OFFRES, MODIFICATIONS ET RETRAITS D'OFFRES
	<p>Le pouvoir adjudicateur impose l'utilisation des moyens électroniques sous peine de nullité de l'offre. Les offres doivent être en possession du pouvoir adjudicateur au plus tard le (cf. avis de marché).</p> <p>Les offres électroniques doivent être envoyées via le site internet e-Tendering : http://eten.publicprocurement.be qui garantit le respect des conditions établies à l'articles 14 §6 et 7 de la loi du 17 juin 2016.</p> <p>Le pouvoir adjudicateur attire l'attention des soumissionnaires sur le fait que l'envoi d'une offre par mail ne répond pas aux conditions de dudit article. En effet, le rapport de dépôt des offres devra être revêtu de la signature électronique qualifiée. En introduisant son offre par des moyens électroniques, le soumissionnaire accepte que les données de son offre soient enregistrées par le dispositif de réception.</p> <p>Plus d'information peuvent être obtenues sur le site : http://www.publicprocurement.be ou via le numéro de téléphone du helpdesk du service e-Procurement : +32 (0)2 740.80.80 - e.proc@publicprocurement.be</p> <p>Toute modification à une offre déjà envoyée ou remise ainsi que son retrait devront respecter les prescriptions de l'article 43, §2 de l'A.R. du 18 avril 2017. Ainsi toute modification ou retrait donnera lieu à l'envoi d'un nouveau rapport de dépôt électronique qui devra être revêtu d'une signature électronique qualifiée.</p> <p>Toute offre doit parvenir avant la date et l'heure ultime de dépôt.</p> <p>Les offres parvenues tardivement ne sont pas acceptées.</p> <p>La séance d'ouverture des offres électroniques aura lieu le (cf. avis de marché) et n'est pas publique.</p>

- P -	TEXTE(S) ET MOTIVATION(S) DES DÉROGATIONS
	<p>Liste des articles de l'Arrêté royal du 14 janvier 2013 modifié par l'arrêté royal du 22 juin 2017 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics :</p> <p><u>Articles 44, §2 et 47, §1er</u> : Le délai de 15 jours calendrier dont dispose l'adjudicataire conformément à l'article 44, § 2, de l'arrêté royal précité, pour faire valoir ses moyens de défense devrait mener, dans de nombreux cas, à un dépassement du délai de 14 jours ouvrables suivant la notification émanant de l'Inspection du travail (en vertu de l'article 35/3, § 4, de la loi du 12 avril 1965 concernant la protection de la rémunération des travailleurs), délai dont dispose l'autorité adjudicatrice pour pouvoir encore, le cas échéant, résilier le marché et ainsi être pleinement déchargée de la responsabilité solidaire. L'autorité adjudicatrice doit, dans ce cas, pouvoir réduire le délai dont dispose l'adjudicataire pour faire valoir ses moyens de défense.</p> <p>Une réduction supplémentaire du délai dont dispose l'adjudicataire pour faire valoir ses moyens de défense est nécessaire lorsque l'autorité adjudicatrice est informée que cette entreprise ou son sous-traitant ou le sous-traitant de ce dernier et ainsi de suite, occupe un ou plusieurs ressortissants de pays tiers en séjour illégal. En effet, à partir du moment où l'autorité adjudicatrice est informée du fait que son adjudicataire occupe un ou plusieurs ressortissants de pays tiers en séjour illégal, elle sera en principe solidairement responsable du paiement de la rémunération encore due par son adjudicataire pour les prestations de travail effectuées dès lors qu'elle est informée du fait précité et que ces prestations s'inscrivent dans le cadre du marché public (article 35/11 de la loi du 12 avril 1965 concernant la protection de la rémunération des travailleurs).</p> <p>En outre, l'autorité adjudicatrice peut avoir sa responsabilité pénale engagée pour des infractions commises dans le cours de l'exécution du marché à partir du moment où elle est informée de l'occupation de ressortissants en séjour illégal.</p> <p>L'obligation pour l'autorité adjudicatrice d'attendre, dans les cas précités, l'expiration d'un délai de 15 jours calendrier pour permettre à l'adjudicataire de présenter ses moyens de défense, pèserait lourdement sur sa propre responsabilité solidaire.</p> <p><u>Article 45, §1</u> : sans que cela ne soit considéré comme une réelle dérogation, il est précisé que vu la nécessité de prévoir des moyens d'action pour l'adjudicateur en cas de manquement de l'adjudicataire durant la période de garantie, des pénalités particulières ont été prévues outre la possibilité de passer un/des marché(s) pour compte, le cas échéant.</p> <p>Il en est de même lorsque la réception provisoire a été accordée malgré la présence de travaux non conformes. Ces derniers faisant l'objet de retenues et pénalités spécifiques (voir D7, D7bis et D7ter ci-annexés). L'incertitude quant à l'applicabilité des moyens d'action prévus en section 7 de l'Arrêté royal du 14 janvier 2013 modifié par l'arrêté royal du 22 juin 2017 durant le délai de garantie oblige l'adjudicateur à les déterminer et ce, afin de garantir l'exécution de travaux en question et par conséquent, la parfaite et complète exécution du présent marché et ceci, afin de permettre une mise à disposition/en location des logements dans les meilleurs délais.</p> <p><u>Articles 44, §2 et 45, §3</u> : Le délai de 15 jours calendrier dont dispose l'adjudicataire conformément à l'article 44, § 2, de l'arrêté royal précité, pour faire valoir ses moyens de défense est trop long au vu de l'importance de sécuriser des immeubles locatifs.</p>

- Q -	EVENTUELLE(S) DISPOSITION(S) COMPLÉTANT LA DEUXIÈME PARTIE DU PRÉSENT CAHIER
	<p>Visite obligatoire</p> <p>Nombre de lots : 2</p>

Cahier spécial des charges S/21/0025-2 - Page 8 sur 25

CLAUSES ADMINISTRATIVES : DEUXIEME PARTIE

1 ADJUDICATEUR

1.1 IDENTIFICATION

Adjudicateur :

Immobilière sociale *Toit&moi* SCRL
Adresse : place du Chapitre n°2 à 7000 Mons
Tél. : 065/47.02.01 – Fax : 065/47.02.12

Le service dirigeant de l'adjudicateur est :

Département administratif et financier
Pierre Claerbout, Directeur gérant
Adresse : place du Chapitre n°2 à 7000 Mons

Toute demande de renseignements complémentaires et les questions relatives aux documents du cahier spécial des charges doivent être adressées par voie électronique à l'attention de Madame Madicken DEHAM, Gestionnaire de marchés publics, service Achats (Courriel : mdeham@toitetmoi.be)

Il ne sera répondu qu'aux questions ayant été envoyées au plus tard 10 jours calendrier avant la date limite pour le dépôt des offres.

1.2 FONCTIONNAIRE DIRIGEANT

Le fonctionnaire dirigeant, au sens de l'article 11 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 modifié par l'arrêté royal du 22 juin 2017, sont :

Immobilière sociale *Toit&moi* SCRL
Stéphane Dubois, chef de service Sécurité & Bien-être
Adresse : Place du Chapitre n°2 à 7000 Mons
Tél. : 065/47.01.21 – Courriel : sdubois@toitetmoi.be - Fax : 065/47.02.32

Mandats du fonctionnaire dirigeant :

- Le fonctionnaire dirigeant est mandaté pour prendre toutes les décisions nécessaires, dans les limites imposées par le présent cahier spécial des charges, afin de veiller à la bonne exécution du contrat ;
- Toute promesse, modification ou accord qui diverge des conditions de ce Cahier spécial des Charges et qui n'est pas notifié par l'adjudicateur est à considérer comme nul par les deux parties ;
- Le fonctionnaire dirigeant peut déléguer tout ou partie de ses fonctions à un de ses délégués moyennant communication écrite aux participants concernés.
- Le fonctionnaire dirigeant ne peut prescrire de travaux modificatifs ou supplémentaires quelconques - sauf en cas de péril en la demeure - sans l'accord écrit de l'adjudicateur.

Toutes communications et notifications que l'attributaire estime devoir faire concernant son marché sont faites, par écrit, au fonctionnaire dirigeant.

L'attributaire ne pourra se prévaloir du fait qu'une surveillance ou un contrôle a été exercé par l'adjudicateur ou son fonctionnaire dirigeant pour prétendre être dégagé de sa responsabilité si les travaux venaient à être refusés ultérieurement.

Si l'entrepreneur désigne un délégué pour la conduite et la surveillance des travaux, il doit en informer le fonctionnaire dirigeant, par écrit, en fournissant l'étendue du mandat. L'adjudicateur a, à tout moment, le droit d'exiger le remplacement du délégué.

2 OBJET DU MARCHÉ ET MODE DE PASSATION

2.1 OBJET DU MARCHÉ

Marché de services relatif aux prestations d'entretiens et de réparations des systèmes de caméras d'immeubles appartenant à l'adjudicateur.

Les prescriptions techniques des services, objets du présent marché, figurent aux clauses techniques.

2.2 VARIANTES

Les variantes libres sont interdites. Aucune variante facultative ou obligatoire n'est prévue.

2.3 OPTIONS

Aucune option n'est autorisée.

3 NATURE DU MARCHÉ

Ce marché est un marché mixte. L'inventaire est ainsi composé de prestations aux quantités forfaitaires (ex. : entretiens) et de prestations aux quantités présumées (ex. : dépannages / réparations). L'adjudicataire se voit ainsi garantir uniquement les quantités forfaitaires.

Les quantités présumées figurant à l'inventaire sont données uniquement à titre indicatif. Elles seront utilisées pour déterminer le montant de l'offre dans le cadre de l'attribution du marché. L'adjudicateur ne contracte aucune obligation d'acquérir les postes concernés à concurrence des quantités estimées.

Pour les quantités forfaitaires, ces quantités sont connues au moment de la passation du marché ; l'attributaire a donc le droit d'exécuter les quantités minimales garanties reprises à l'inventaire.

4 DURÉE DU MARCHÉ

L'accord-cadre a une durée de un an à dater du 15^{ème} jour suivant la date de réception du courrier de notification, mais ne débutera pas avant le 11 novembre 2021.

Trois reconductions tacites sont prévues. L'ensemble des dispositions du présent cahier spécial des charges, en ce compris les modalités d'exécution ainsi que les conditions et prix de l'offre de l'adjudicataire s'appliquent à la reconduction qui n'est donc pas soumise à négociations entre les parties. Son exécution est subordonnée à la commande de l'adjudicateur. Le fait d'avoir prévu une reconduction n'implique pas l'obligation de commander et ce, sans qu'une indemnisation quelconque ne soit due à l'adjudicataire. La non activation de la reconduction s'effectuera par un courrier recommandé transmis au minimum 1 mois avant la fin de la période.

5 SÉLECTION QUALITATIVE

5.1 DROIT D'ACCÈS

En application de l'article 39 de l'arrêté royal du 18 avril 2017, le soumissionnaire transmet une déclaration selon laquelle par le seul fait de participer au marché, il déclare implicitement sur l'honneur qu'il ne se trouve pas dans un des cas d'exclusion visés à l'article de l'arrêté royal du 18 avril 2017.

Cette déclaration implicite concerne :

- Attestation relative au paiement de la TVA
- Attestation relative au paiement des impôts
- Attestation relative au paiement des cotisations de sécurité sociale
- Attestation de non faillite

5.2 CAPACITÉ TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE

Pour l'appréciation de la capacité technique et professionnelle du soumissionnaire, la référence suivante est requise :

- une liste de minimum 3 attestations de services de maintenance similaires réalisés au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé ;
- l'autorisation du Ministre de l'Intérieur, conformément à la Loi du 2 octobre 2017 réglementant la sécurité privée et particulière ;
- une certification d'une marque de caméra IP ;
- La preuve d'un contrat avec une personne qui dispose d'un diplôme d'ingénieur réseau au sein de l'entreprise.

5.3 RÈGLES COMMUNES

S'il y a lieu, le soumissionnaire joint en outre à son offre tous les documents et renseignements qu'il juge utiles à en préciser la teneur.

Les soumissionnaires originaires d'autres pays des Communautés européennes qui sont dans l'impossibilité de fournir les attestations et certificats précités doivent joindre à leur offre tous les documents nécessaires pour établir qu'ils satisfont, de façon équivalente, à ces critères généraux et réglementaires de sélection.

En procédure restreinte, en procédure concurrentielle avec négociation ou en procédure négociée sans publication, toute personne consultée ou sélectionnée ne pourra s'associer avec une autre personne consultée/sélectionnée pour remettre une offre commune et ce, pour garantir une concurrence suffisante (art. 55 – AR 18/04/2017).

Conformément à l'article 66, §3 de la loi du 17 juin 2016, l'adjudicateur se réserve expressément la possibilité d'inviter les soumissionnaires à compléter ou à expliciter les documents présentés. Il peut également, à quelque stade que ce soit de la procédure de passation, s'informer, par tous moyens qu'il juge utiles, de la situation de tout soumissionnaire. Une traduction des documents transmis pourra être réclamée sauf s'il s'agit de document officiel émanant d'une autorité publique et rédigé dans une des langues officielles belges.

Les soumissionnaires ou candidats ne sont pas dispensés de fournir les documents exigés et ce, même s'ils les ont déjà fournis dans une procédure antérieure organisée par le présent adjudicateur.

En outre, la situation des soumissionnaires quant au droit d'accès et aux critères de sélection qualitative peut être revue avant l'attribution de l'accord-cadre afin de vérifier que leur situation ne s'est pas dégradée, sans qu'un soumissionnaire qui ne remplissait pas les conditions au moment de référence ne puisse prétendre à son intégration à ce stade de la procédure.

6 DÉROULEMENT DE LA PROCÉDURE D'ATTRIBUTION

6.1 VISITE

La visite des sites est obligatoire, sous peine d'exclusion.

Le soumissionnaire joint à son offre l'attestation de visite, selon laquelle il a visité les sites afin qu'il se rende compte de la situation exacte et des conditions d'exécution du présent marché. L'investigation

superficielle des lieux ne pourra être invoquée par l'adjudicataire comme prétexte à quelconque manquement, erreur ou omission dans la soumission engendrant des suppléments de prix en cours d'exécution.

Point et heure de rendez-vous : contacter le fonctionnaire dirigeant (sdubois@toitetmoi.be)

L'attestation de visite ne sera validée que si tous les sites ont été visités.

6.2 ERREURS OU OMISSIONS

Lorsque l'entrepreneur découvre des erreurs ou omissions rendant impossible l'établissement de son prix ou la comparaison des offres, il les signale immédiatement par écrit à l'adjudicateur et ce, au plus tard 10 jours avant la date ultime de réception des offres.

À défaut du respect de cette formalité pour ce qui concerne le métré, le soumissionnaire ne pourra plus se prévaloir de ces erreurs ou omissions (art 81-82 – AR 18/04/17).

6.3 MODÈLE ET CONTENU DE L'OFFRE

L'offre et les inventaires sont établis conformément aux formulaires prévus dans le présent cahier spécial des charges (formulaire d'offre et inventaire).

L'offre est rédigée en français.

Sous peine de nullité, les offres doivent :

- être établies sur le formulaire de soumission joint au présent cahier spécial des charges
- comprendre l'inventaire récapitulatif dûment complété
- le rapport de dépôt des offres devra être revêtu de la signature électronique qualifiée ; cette signature valant pour les documents qui composent l'offre. Il en est de même en cas de modification de l'offre électronique

Les offres comprendront également :

- les statuts du soumissionnaire si celui-ci est une personne morale ;
- la liste de prestations similaires
- l'attestation de visite

Les corrections dans les quantités présumées ne sont pas autorisées.

Par le dépôt de son offre, le soumissionnaire renonce automatiquement à ses conditions générales ou particulières de vente qui seraient contraires au présent cahier des charges, même si celles-ci sont mentionnées dans l'un ou l'autre document annexé à son offre.

Par le dépôt de son offre, le soumissionnaire reconnaît :

- avoir examiné tous les documents mis à sa disposition par le pouvoir adjudicateur et avoir sollicité et obtenu tous les renseignements utiles et nécessaires à l'établissement de son offre
- avoir établi son offre d'après ses propres opérations, calculs et estimations ou sur base des documents présentés mais aussi des renseignements et investigations auxquels il a jugé nécessaire de recourir

7 PRIX

Les prix sont énoncés en euros.

Le montant total de l'offre ainsi que les prix unitaires qui y sont joints sont exprimés en chiffres et en toutes lettres. En cas de discordance, seuls les prix exprimés en lettres feront foi.

Le soumissionnaire établit le montant de son offre selon ses propres opérations, calculs et estimations tenant compte du contenu et de l'étendue de l'accord-cadre.

Sont inclus dans les prix unitaires et globaux de l'accord-cadre toutes les impositions et taxes (exemples : recupel, livraison, etc.) généralement quelconques en vigueur au moment du dépôt de l'offre auxquelles est assujéti l'accord-cadre, à l'exception de la taxe sur la valeur ajoutée.

Les prix unitaires et les prix totaux doivent être donnés suivant l'inventaire.

L'adjudicateur attire l'attention des soumissionnaires que certaines quantités sont présumées et d'autres forfaitaires.

Le prix unitaire comprend tous les éléments permettant d'obtenir des prestations de services complètes et notamment les frais visés à l'article 32 de l'arrêté royal du 18 avril 2018 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques. Les prix comprennent toutes les impositions généralement quelconques auxquelles est assujéti le marché, à l'exception de la taxe sur la valeur ajoutée. Un prix incluant la TVA sera également communiqué. Du fait de son offre, le soumissionnaire reconnaît que tous les accessoires nécessaires à ses missions font partie intégrante du marché de façon à réaliser les prestations de services complètes, rien excepté, ni réservé.

Tous les frais encourus à l'occasion de la préparation et de la présentation de l'offre seront entièrement à charge du soumissionnaire.

7.1 VÉRIFICATION DES PRIX

Sur simple demande écrite de l'adjudicateur, le soumissionnaire doit fournir, préalablement à l'attribution du marché, toutes indications destinées à permettre la vérification des prix offerts.

L'adjudicateur rectifie les erreurs arithmétiques et purement matérielles dans les offres ; sans que la responsabilité de l'adjudicateur soit engagée s'il reste en défaut de déceler l'une ou l'autre erreur.

7.2 CRITÈRES D'ATTRIBUTION DU MARCHÉ

L'adjudicateur choisit l'offre économiquement la plus avantageuse déterminée en se fondant sur le meilleur rapport qualité/prix qui est évalué sur la base du prix ainsi que des critères comprenant des aspects qualitatifs, environnementaux et/ou sociaux liés à l'objet du marché :

Document requis et méthode d'évaluation :

- Critère 1 - le prix (50 points) : l'inventaire
 - *Cote du soumissionnaire A = 50 x (montant d'inventaire le moins cher/montant d'inventaire proposé par le soumissionnaire A)*

- Critère 2 - les conditions relatives aux prestations (30 points) :

Le soumissionnaire devra annexer une note explicative détaillant **au minimum** :

- La méthodologie relative à la prise en charge des demandes du fonctionnaire dirigeant
- La méthodologie relative au suivi administratif (factures, plans *as build*, etc.)
- La méthodologie relative à la gestion des pièces de rechange
- La description exhaustive des entretiens, dépannages et réparations par site avec le nombre d'heures pour chacune des prestations

Méthode d'évaluation : évaluation par l'adjudicateur en fonction de ses besoins et attentes.

- Critère 3 - le logiciel de visualisation (20 points) : convivialité et fonctionnalités

Le soumissionnaire devra annexer à son offre une note de présentation du logiciel de

visualisation qu'il propose ainsi que la fiche technique y relative. Cette note devra **notamment** faire mention des fonctionnalités du logiciel, de sa convivialité, de son temps d'installation, ... Une présentation pourra être organisée +/- dans les 20 jours calendrier suivant la date d'ouverture des offres – date à négocier (Max. 3 personnes)

7.3 AUTORISATION DE COMMUNICATION

Le soumissionnaire retenu consent à ce que son nom, le montant de l'offre ainsi que l'objet du marché soient publiés par la Société wallonne du logement, et communiqués à première demande à toute personne, conformément aux dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2006 relatif à la publicité des marchés publics passés par les sociétés de logement de service public.

7.4 COMPÉTENCE JURIDICTIONNELLE ET LÉGISLATION APPLICABLE

Les tribunaux de l'arrondissement de Mons sont seuls compétents pour connaître de tout litige relatif à l'exécution du présent marché (en ce compris de son cautionnement) et/ou à l'interprétation des dispositions du cahier spécial des charges.

Cette clause demeure valable en cas de litispendance, connexité ou d'appel en garantie.

La loi belge est d'application à l'exclusion de toute autre.

7.5 DROIT DE RÉSERVE

Le prestataire de services et ses collaborateurs sont liés par un devoir de réserve concernant les informations dont ils ont connaissance lors de l'exécution du marché. Ces informations ne peuvent en aucun cas être communiquées à des tiers sans l'autorisation écrite de l'adjudicateur. Le prestataire de services peut toutefois faire mention de ce marché en tant que référence.

7.6 PRINCIPES RELATIFS AU TRAITEMENT DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL AU SEIN DU MARCHÉ.

Les données à caractère personnel doivent être:

- a) traitées de manière licite, loyale et transparente au regard des personnes concernées ;
- b) collectées pour les finalités exclusives du marché, explicites et légitimes, et ne pas être traitées ultérieurement d'une manière incompatible avec ces finalités ;
- c) adéquates, pertinentes et limitées à ce qui est nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées ;
- d) exactes et, si nécessaire, tenues à jour; toutes les mesures raisonnables doivent être prises pour que les données à caractère personnel qui sont inexactes, eu égard aux finalités pour lesquelles elles sont traitées, soient effacées ou rectifiées sans tarder ;
- e) conservées sous une forme permettant l'identification des personnes concernées pendant une durée n'excédant pas celle nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées (maximum la durée du présent marché) ;
- f) traitées de façon à garantir une sécurité appropriée des données à caractère personnel, y compris la protection contre le traitement non autorisé ou illicite et contre la perte, la destruction ou les dégâts d'origine accidentelle, à l'aide de mesures techniques ou organisationnelles appropriées.

7.7 FACULTÉ DE RENONCER À PASSER LE MARCHÉ

Conformément à l'article 85 de la loi du 17 juin 2016, l'adjudicateur peut soit renoncer à attribuer le marché, soit recommencer la procédure, au besoin d'une autre manière.

7.8 RÉSILIATION DU MARCHÉ

Sans préjudice de l'application de mesures d'office au sens de l'article 47, §2, de l'arrêté royal du 14 janvier 2013, le marché peut être résilié pour le motif suivant :

En vertu de la responsabilité sociale/fiscale :

Sans préjudice de la possibilité dont dispose l'autorité adjudicatrice de résilier le marché sans tenir compte d'un quelconque délai pour la présentation par l'adjudicataire de ses moyens de défense en exécution de l'article 62 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, l'autorité adjudicatrice peut recourir aux mesures d'office dans les cas suivants, sans attendre l'expiration du délai visé à l'article 44, § 2, de l'arrêté royal précité du 14 janvier 2013, lorsque :

1° cette autorité adjudicatrice est informée, conformément à l'article 49/1 du Code pénal social, que l'adjudicataire ou son sous-traitant ou le sous-traitant de ce dernier et ainsi de suite, a gravement manqué à son obligation de payer dans les délais, à ses travailleurs, la rémunération à laquelle ceux-ci ont droit; ou

2° cette autorité adjudicatrice constate ou est informée que l'adjudicataire ou son sous-traitant ou le sous-traitant de ce dernier et ainsi de suite, occupe un ou plusieurs ressortissants de pays tiers en séjour illégal.

Dans ce cas, l'autorité adjudicatrice informe, par envoi recommandé et, en même temps, par des moyens électroniques (courriel ou fax), l'adjudicataire du délai dont il dispose pour faire valoir ses moyens de défense, délai qui ne peut être inférieur à 5 jours ouvrables s'il s'agit d'un manquement grave à l'obligation de paiement de la rémunération et à 2 jours ouvrables s'il s'agit de l'occupation de ressortissants de pays tiers en séjour illégal. Les délais courent le premier jour ouvrable suivant la date de l'envoi recommandé de la notification de la réduction du délai.

Pour l'application de cette disposition, il convient de noter qu'un samedi n'est pas considéré comme un jour ouvrable (conformément à l'article 72bis de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, par référence au règlement n° 1182/71 du Conseil, du 3 juin 1971, portant détermination des règles applicables aux délais, aux dates et aux termes).

8 CLAUSES RELATIVES À L'EXÉCUTION

8.1 MOYENS DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES

Exception faite des courriers recommandés imposés par la présente législation, les parties communiqueront par courriel.

Adjudicateur : adresse courriel du fonctionnaire dirigeant et/ou de son délégué.

Prestataire : l'adresse courriel à utiliser sera communiquée au fonctionnaire dirigeant dans un délai maximal de 15 jours à dater de la réception du courrier de notification du marché.

Tout contact téléphonique sera confirmé par un courriel.

8.2 SOUS-TRAITANTS

L'adjudicataire a l'obligation de recourir aux sous-traitants proposés dans l'offre à l'exception de ceux ne rencontrant plus le droit d'accès imposé à l'article 13 de l'AR du 22/06/2017 (causes d'exclusion, condition d'agrément).

Dans ce cas ou dans le cas où un nouveau sous-traitant serait devenu nécessaire quel qu'en soit la cause, le sous-traitant proposé en cours d'exécution :

- devra rencontrer les critères imposés dans le présent CSC ;
- ne pas se trouver dans une des causes d'exclusion visées aux articles 67 et 68 de la loi du 17 juin 2016 ni celles de l'article 62 de l'AR du 22/06/2017 ;
- ne pas être exclu en application de l'article 48, §2, dernier alinéa de l'AR du 22/06/2017.

Son intervention sera soumise à l'autorisation préalable de l'adjudicateur.

Toute infraction à cette obligation sera considérée comme un manquement de l'adjudicataire aux clauses de son contrat pouvant donner lieu à l'application de mesures d'office. L'adjudicateur peut ordonner, sans mise en demeure, l'arrêt immédiat de toute exécution par un sous-traitant ne remplissant pas les conditions requises. Dans ce cas, l'adjudicataire supporte toutes les conséquences de l'arrêt.

8.3 MAIN-D'ŒUVRE – LISTE DU PERSONNEL OCCUPÉ (ART. 16)

Les attributaires renseigneront à l'adjudicateur la ou les personnes responsables de l'exécution du marché. Si ces personnes sont signalées par l'adjudicateur comme compromettant la bonne exécution du marché de par leur incapacité, leur mauvaise volonté ou leur inconduite notoire, les attributaires devront désigner d'autres responsables

8.4 GARANTIES FINANCIÈRES

8.4.1 *Modalités complémentaires en matière d'assurance (art. 24)*

L'adjudicataire contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail et sa responsabilité civile vis-à-vis des tiers lors de l'exécution du marché.

Dans un délai de trente jours à dater de la conclusion du marché, l'adjudicataire justifie qu'il a souscrit les contrats d'assurance, au moyen d'une attestation établissant l'étendue et la responsabilité garantie requise.

L'attributaire du marché assume la pleine responsabilité des fautes et manquements présentés durant l'exécution du marché.

L'adjudicataire est responsable de tous les dommages causés soit à des personnes, soit à des biens, découlant directement des activités relatives à l'exécution de ses missions légales et contractuelles. A cet égard, le fournisseur veillera à préserver, défendre et dédommager l'adjudicateur de toutes les pertes, coûts, dommages, responsabilités, actions et litiges de quelque nature que ce soit, subies ou survenues en raison ou par suite des activités liées à l'exécution du marché.

L'adjudicataire est tenu de souscrire les assurances nécessaires à compter de l'attribution du marché et de les conserver ou renouveler pendant toute la durée du marché, pendant laquelle sa responsabilité sera couverte comme mentionné ci-dessus.

L'adjudicataire transmettra à l'adjudicateur, sur simple demande, une copie des polices d'assurance souscrites à cet effet ; il lui transmettra aussi, sur simple demande, son éventuel schéma de réassurance ainsi que le détail de la chose assurée et du montant de l'assurance.

L'adjudicataire est tenu de payer régulièrement, à chaque échéance, les primes qui sont à sa charge en raison des polices d'assurances souscrites. Le fournisseur devra en présenter la preuve, chaque fois que l'adjudicateur le lui demandera.

Il remet une copie de la police d'assurance à l'adjudicateur et peut être tenu de lui fournir à tout moment une attestation prouvant l'existence de ladite couverture.

A défaut d'une telle police d'assurance ou en cas de couverture insuffisante pour garantir le chantier en question, cela sera considéré comme un manquement aux clauses du marché pouvant donner lieu à la mise en place des mesures d'office.

8.4.2 Cautionnement (art. 25 à 33)

Constitution du cautionnement

§ 1^{er}. Le cautionnement est calculé sur la base du prix mentionné dans la lettre de commande. En cas d'attribution de plusieurs lots à un même adjudicataire, celui-ci constitue un cautionnement pour chaque lot. Il représente 5% dudit montant.

§ 2. En cas de marché à tranches, le cautionnement est constitué par tranche à exécuter.

§ 3. Sauf disposition contraire dans la première partie du présent CSC, aucun cautionnement n'est exigé pour les marchés dont le montant est inférieur à 50.000€.

§ 4. Pour pouvoir bénéficier de la suspension, pendant la fermeture de l'entreprise pour les jours annuels de vacances payées et les jours de repos compensatoire prévus par voie réglementaire ou dans une convention collective de travail rendue obligatoire, du délai de 30 jours dont il dispose pour justifier la constitution du cautionnement, l'adjudicataire est tenu :

- soit de mentionner et prouver ces périodes dans son offre ;
- soit, en cas d'impossibilité de ce faire, les communiquer à l'adjudicateur dès qu'elles lui sont connues.

§ 5. Le cautionnement peut être constitué d'une des manières prévues à l'article 27, §2 de l'AR du 14/01/2013 modifié par l'AR du 22/06/2017.

§ 6. Lorsque ce dernier devient inadapté pour quelque cause que ce soit (prélèvement d'office, prestations supplémentaires ou modifications à la demande de l'adjudicateur ...) impliquant une augmentation ou diminution de plus de 20% du montant initial du marché, il est reconstitué ou adapté en conséquence à la demande de la partie intéressée.

§ 7. S'il y a lieu, l'adjudicateur prélève d'office les sommes qui lui reviennent sur le cautionnement, notamment en cas de défauts d'exécution visés à l'article 44, §1 de l'A.R. précité, sous réserve du respect des conditions prévues au § 2 du même article.

§8

Si le marché comporte une/des reconduction(s) au sens de l'article 57, alinéa 2, de la loi du 17 juin 2016, le cautionnement constitué pour le marché initial est transféré de plein droit au marché reconduit et éventuellement adapté.

Libération du cautionnement

La demande de réception provisoire ou définitive vaut demande de libération du cautionnement correspondant.

Toute formalité nécessaire à la libération du cautionnement sera exécutée par la société dès qu'elle aura approuvé le procès-verbal de réception. Toutefois, l'accord de la Société wallonne du Logement restera requis pour les chantiers où l'adjudicateur est en droit de saisir totalement ou partiellement le cautionnement (Circulaire S.W.L. : G 2003/06).

8.5 MODALITÉS D'EXÉCUTION

8.5.1 Etat des lieux

Dès réception de la notification du marché, le prestataire disposera d'un délai de 15 jours ouvrables pour effectuer les divers états des lieux. A cette fin, il prévoira trois jours ouvrables.

8.5.2 Commandes partielles

Pour les prestations d'entretien

Entretiens annuels

L'exécution sera subordonnée à l'émission d'un bon de commande émis par le fonctionnaire dirigeant ou un de ses représentants. Les ordres de missions seront transmis par courriel et/ou fax et/ou courrier.

En cas de désaccord de l'attributaire sur le détail du bon de commande, ce dernier le signalera dans les moindres délais, par écrit, au fonctionnaire dirigeant afin de trouver un accord.

Les délais d'exécution et le planning des prestations seront discutés lors des réunions mensuelles. Ces éléments ainsi que les montants correspondants seront clairement mentionnés dans les ordres de mission et deviendront par-là contractuels.

Pour les prestations de réparation

L'exécution des prestations sera subordonnée à un appel téléphonique du fonctionnaire dirigeant ou un de ses représentants (ordre de mission), confirmé par l'envoi par courriel et/ou fax de l'ordre de mission correspondant.

L'ordre de mission sera confirmé par un bon de commande une fois les prestations réceptionnées.

Les délais d'exécution tels qu'imposé dans le cahier spécial des charges sont de rigueur.

8.5.3 Délais d'exécution

	Entretiens	Réparations
Contrôles d'accès	Dans les 7 jours calendrier qui suivent la réception du bon de commande	Intervention sur site pour la réparation dans les 4 heures max. à compter de l'ordre de mission - Du lundi au vendredi de 7h45 à 17h.

Les délais d'exécution s'entendent en jours calendrier.

Les soumissionnaires transmettront en annexe de leur offre les dates de fermeture annuelle. Lors de leur période de fermeture annuelle, les soumissionnaires devront garantir un service de dépannage.

Il est à préciser qu'il est demandé au prestataire d'effectuer le **dépannage** dans les 4 heures de la demande du fonctionnaire dirigeant. Par dépannage, il est entendu la **« remise en fonction du visionnage des images »**. Si cela n'est pas réalisable, lors de cette visite de dépannage (pièces à commander,...) un rapport détaillé de la situation sera envoyé à l'adjudicateur reprenant le délai pour la réparation définitive.

Il sera demandé au prestataire d'effectuer la commande de tout matériel utile à la réparation dès la fin du dépannage et pour autant que le diagnostic de la panne ait été réalisé.

8.5.4 Réunions mensuelles

Dès notification du marché, le fonctionnaire dirigeant fixera en concertation avec le prestataire une première réunion.

De manière générale, chaque réunion fixera la date et l'heure de la réunion suivante.

Les réunions mensuelles auront pour objets de discussion : planning, facturation, retard sur intervention, plaintes, divers.

Un procès-verbal de réunion sera effectué et transmis à toute personne présente par le fonctionnaire dirigeant ou un de ses représentants.

8.6 PAIEMENTS

8.6.1 Avances et acomptes

Il ne sera accordé ni avances ni acompte

8.6.2 Facturation

Pour les prestations d'entretien

Une fois les prestations d'entretien effectuées, le prestataire en informera le fonctionnaire dirigeant par écrit en transmettant la facture.

Pour les prestations de réparation

Dès que la réparation sera effectuée, le prestataire en informera le fonctionnaire dirigeant par écrit en transmettant la facture. Ce dernier effectue un test de l'installation.

Il est précisé que le bon de prestation (document remis au fonctionnaire dirigeant dès la fin de la réparation ou du dépannage) fera foi quant à la bonne réalisation du dépannage ou de la réparation. Tout acte de vandalisme ne pourra mettre en cause la bonne réalisation des prestations.

8.6.3 Délais de paiement

A compter du terme du délai de vérification visé au point 8.6.2, l'adjudicateur dispose de 30 jours pour procéder au paiement.

Les intérêts de retard sont dus de plein droit et sans mise en demeure.

8.7 MOYENS D'ACTION DE L'ADJUDICATEUR

8.7.1 Défauts d'exécution et sanctions (Art. 44)

Application de l'article 44 de l'AR du 14 janvier 2013 modifié par l'AR du 22 juin 2017.

8.7.2 Pénalités (Art. 45)

Pour tout retard d'exécution relatif aux prestations d'entretien reprises au point 8.5.3, une pénalité spéciale de 10,00 euros par jour et par site sera appliquée.

Pour tout retard d'exécution relatif aux prestations de dépannage reprises au point 8.5.3, une pénalité spéciale de 10,00 euros par heure et par site sera appliquée.

Pour tout retard d'exécution relatif aux prestations de réparation telles que mentionnées au point 8.5.3, une pénalité de 10,00 euros par jour et par site sera appliquée. Il est à noter que les retards sur le délai de fourniture de pièces de rechange ne seront pas une justification recevable.

Article 44, §2 et 45, §3 : le recommandé est remplacé par l'envoi d'un fax et le délai de réception des justifications est de maximum 24 heures.

8.7.3 Amendes pour retard (Art. 46)

Des amendes de retard sont dues, sans mise en demeure, à titre d'indemnité forfaitaire, en cas de retard dans l'exécution du marché, conformément à l'article 154 de l'AR du 14 janvier 2013 modifié par l'AR du 22 juin 2017.

8.7.4 Mesures d'office (Art. 47)

Application de l'article 47 de l'AR du 14 janvier 2013 modifié par l'AR du 22 juin 2017.

8.8 **FIN DU MARCHÉ (ART. 61)**

8.8.1 Résiliation par l'adjudicateur

Outre l'application de l'article 47 de l'Arrêté royal du 22 juin 2017 en cas de manquement(s) grave(s) constaté(s) dans le chef de l'adjudicataire, la résiliation du marché peut être prononcée unilatéralement par l'adjudicateur, sans indemnisation de l'adjudicataire :

- si ce dernier entre dans un cas d'exclusion visés aux articles 67 à 68 de la loi du 17 juin 2016 ;
- pour des motifs d'intérêt général ou dans le cas où les modifications à apporter au marché contreviennent à l'article 37 de l'Arrêté royal du 22 juin 2017 (dépassement du seuil de 15% calculé par rapport au coût réel des services) : l'adjudicataire aura, dans ces cas, droit au paiement des services faits et acceptés ainsi qu'à une indemnité représentant 10 % du montant correspondant à la part de services qui ne sera pas réalisée.

8.8.2 Résiliation pour cas de force majeure

Chaque partie sera déliée de ses obligations au titre du présent contrat dans la mesure et aussi longtemps que l'exécution en sera empêchée pour une raison de force majeure. La partie qui voudra se prévaloir d'une circonstance de force majeure devra, sans tarder, notifier à l'autre partie le commencement et la cessation d'une telle circonstance. Si les circonstances de force majeure durent pendant une période excédant trois mois, chacune des parties sera en droit de résilier par écrit le contrat sans encourir une responsabilité ultérieure.

En ce cas, le montant dû sera calculé au prorata des prestations effectivement réalisées après déduction éventuelle des pénalités encourues.

Fin de mission par réalisation de l'objet de la commande

La mission du prestataire prend fin à la remise des documents prévus dans ce cahier spécial des charges lors de l'achèvement complet des prestations relatives à l'objet du marché.

8.9 **RÉCEPTIONS (ART. 64)**

Pour les prestations d'entretien

Une fois les prestations d'entretien effectuées, le prestataire en informera le fonctionnaire dirigeant par écrit. La réception des prestations d'entretien s'effectuera tacitement à l'expiration du délai de vérification de trente jours dont dispose le fonctionnaire dirigeant.

Pour les prestations de réparation

Dès que la réparation sera effectuée, le prestataire en informera le fonctionnaire dirigeant afin que ce dernier effectue un test de l'installation.

La transmission du bon de commande vaudra réception et invitation à facturer.

8.10 MODIFICATIONS DU MARCHÉ – CLAUSES DE RÉEXAMEN

8.10.1 Ajout de prestations

L'adjudicateur pourra intégrer des prestations non présentes dans le marché initial. Pour ce faire, l'adjudicateur interrogera l'attributaire afin qu'il remette son prix unitaire dans un délai de 7 jours calendrier.

8.10.2 Modifications éventuelles du patrimoine immobilier

En cas de suppression d'installations, il sera établi un décompte en moins proportionnel aux parties qui seront retirées du marché avec une indemnisation de 10 % de la valeur des entretiens concernés.

En cas d'ajout, d'adaptation ou de remplacement d'installations, il sera demandé à l'adjudicataire d'établir une offre de prix pour les fournitures complémentaires demandées, les prestations en tant que telles étant prévues à l'inventaire.

Pour les remplacements, il s'agira uniquement des remplacements sur les installations prévues à l'inventaire.

Dans l'un et l'autre cas, l'adjudicateur informera l'attributaire du marché dès que l'information sera officielle.

Pour rappel, dans le cadre de la partie à bons de commande, les quantités présumées figurant à l'inventaire sont données uniquement à titre indicatif. Elles seront utilisées pour déterminer le montant de l'offre dans le cadre de l'attribution du marché. L'adjudicateur ne contracte aucune obligation d'acquiescer les services à concurrence des quantités estimées.

8.10.3 Variation de QP

En fonction des pannes rencontrées et des dégâts occasionnés aux installations, les QP prévues à l'inventaire peuvent varier. Ces événements étant imprévisibles, aucune indemnité ne sera négociée avec l'adjudicataire.

8.10.4 Révision de prix

Les prix unitaires peuvent être revus suivant l'indice des prix à la consommation, à la demande de l'attributaire à effectuer par courrier recommandé au maximum 1 mois avant la date anniversaire du marché.

CLAUSES TECHNIQUES

9. INVENTAIRE DU MATÉRIEL

7000 Mons, allée des Oiseaux n°32, résidence 'Alouettes'

Système de caméra composé de 3 dômes fixes Samsung anti-vandales, 2 mini caméras Vista anti-vandales, 2 dômes fixes Sefica anti-vandales et un enregistreur digital Sefica à 8 canaux.

7000 Mons, allée des Oiseaux n°34, résidence 'Pinsons'

Système de caméra composé de 3 dômes fixes Samsung anti-vandales, 2 mini caméras Vista anti-vandales, 2 dômes fixes Sefica anti-vandales et un enregistreur digital Sefica à 8 canaux.

7012 Jemappes, avenue de la Picardie, résidence 'Flora Tristan'

Système de caméra composé de 13 caméras analogiques et 2 caméras numériques.

Ce bâtiment est voué à la démolition mais une intervention de dépannage peut être demandée à l'adjudicataire.

7012 Jemappes, avenue de la Picardie, résidence 'Elsa Triolet'

Système de caméra composé de 13 caméras analogiques et 2 caméras numériques.

Ce bâtiment est voué à la démolition mais une intervention de dépannage peut être demandée à l'adjudicataire.

7340 Pâturages, résidence Jean Jaurès « Rouges Gorges »

Système de caméra composé de 3 dômes fixes Samsung anti-vandales, 1 mini caméra Vista anti-vandale, 1 émetteur récepteur pour caméra Vista sans fil (ascenseur) et un enregistreur digital Sefica à 8 canaux.

7033 Cuesmes, allée des Boutons d'Or n°2

Système de 2 caméras-réseau MOBOTIX

7033 Cuesmes, allée des Boutons d'Or n°8

Système de 2 caméras intérieures et 2 caméras extérieures, réseau MOBOTIX

7033 Cuesmes, allée des Boutons d'Or n°10

Système de 2 caméras-réseau MOBOTIX

7033 Cuesmes, allée des Chardons n°5

Système de 2 caméras-réseau MOBOTIX

7033 Cuesmes, allée des Buissons n°3

Système de 2 caméras-réseau MOBOTIX

7080 Frameries, clos des Hirondelles

Système de 3 caméras-réseau MOBOTIX

7011 Ghlin, Rue des Edelweis 12 – Bureaux Toit et Moi

Système de 3 caméras-réseau AXIS et d'une caméra-réseau HIKVISION.

La caméra HIKVISION est sous garantie installateur jusqu'au 08 décembre 2022. Les interventions de dépannage et d'entretien débuteront après cette date pour cette caméra.

Logiciel de visualisation des caméras :

L'adjudicataire est actuellement en possession de la licence *Milestone Xprotect Express+* et a une licence pour chacune des caméras *AXIS* du bâtiment sis 12 rue des Edelweis à Mons.

L'adjudicataire a pour objectif de prendre une licence pour chacune de ses autres caméras afin de les visualiser sur un seul et même logiciel.

Le système de visualisation à distance des caméras de surveillance fonctionne par réseaux publics et privés via antennes WIFI et liaisons internet haut débit.

10. INVENTAIRE DES PRESTATIONS

10.1 Entretien annuel

L'entretien comportera au minimum le contrôle du fonctionnement de tous les éléments ainsi que du câblage. Un relevé du matériel en place pour chaque installation sera repris dans les rapports d'entretiens.

10.2 Coût horaire

Toutes prestations destinées à remettre en service rapidement et à réparer définitivement l'installation suite usure, vandalisme, panne quelconque.

Toutes prestations destinées à installer du nouveau matériel suite à une demande de l'adjudicateur.

La présence de plus d'un technicien et/ou ingénieur réseau sur site devra être justifiée au fonctionnaire dirigeant et acceptée par ce dernier ; sans quoi le coût des prestations ne sera validé pour qu'un seul technicien

Pour tout remplacement de matériel non repris en soumission, le prestataire transmettra les fiches techniques au fonctionnaire dirigeant en même temps que l'envoi de l'offre de prix.

Pour toute nouvelle installation et/ou modification d'installation existante, le prestataire transmettra la fiche technique, la description du système d'exploitation utilisé ainsi que les plans *as build* au fonctionnaire dirigeant en même temps que l'envoi de la facture.

Toutes les nouvelles caméras installées (en remplacement d'une caméra existante ou lors d'une nouvelle installation) devront être compatibles avec le logiciel de visualisation de caméras mis en place.

10.2.1 Coût horaire technicien

10.2.2 Coût horaire ingénieur réseau

10.3 Logiciel de visualisation

Si l'adjudicataire, n'est pas intégrateur ou revendeur *Milestone* ou n'a pas les connaissances nécessaires pour gérer et exploiter le logiciel *Milestone*, celui-ci devra mettre à disposition de l'adjudicateur un logiciel de visualisation permettant à lui seul de visionner toutes les caméras se trouvant dans nos divers bâtiments. Le logiciel proposé devra permettre l'exploitation unique de l'ensemble des caméras et des serveurs du patrimoine l'adjudicateur.

L'adjudicataire installera le logiciel (autre que *Milestone*) sur le serveur de Toit et Moi et sur les ordinateurs des membres du personnel de l'adjudicateur dans un délai de maximum 20 jours calendrier suivant l'attribution du marché.

L'adjudicataire formera les membres du personnel de l'adjudicateur au logiciel après son installation.

L'adjudicataire intégrera, dans son offre, la fiche technique et une explication claire du logiciel qu'il propose (voir critère d'attribution n°3).